

## Libertés démocratiques, libertés syndicales

Samedi 8 juillet, Paris : un frère d'Adama Traoré est violemment interpellé par des policiers de la BRAV-M après la manifestation du Comité Adama contre les violences policières interdite par la préfecture ; une manifestante qui s'approche de la scène est violemment bousculée en arrière ; trois journalistes qui filment la scène sont violemment projetés au sol.

Samedi 25 mars, Sainte-Soline : une mobilisation massive contre un projet de méga-bassine donne lieu à une répression d'une violence inouïe ; des gendarmes sur des quads tirent au LBD ; des grenades lacrymo et explosives pleuvent sur les [manifestant.es](#) ; comme le rappelle des observateurs et observatrices des libertés publiques et des pratiques policières dans leur rapport, l'objectif est claire : "empêcher l'accès à la bassine, quel qu'en soit le coût humain".

Deux scènes, la même ambiance : piétiner les libertés démocratiques pour maintenir l'ordre. Un ordre capitaliste, écocide et raciste.

Ces pratiques répressives et autoritaires existent depuis plusieurs décennies dans des quartiers populaires traités par l'Etat comme des territoires ennemis dans une logique néocoloniale. Nahel est un des derniers d'une longue liste de jeunes tués par la police.

Plus récemment, elles se sont étendues au mouvement social : une radicalisation répressive a lieu sous Sarkozy, poursuivie par Hollande et aggravée par Macron. La mobilisation historique pour défendre nos retraites cette année en est l'illustration parfaite : violences policières systématiques contre les manifestations ; harcèlement judiciaire contre des militant.es ; avec pour conséquence « que cet autoritarisme gouvernemental ruisselle sur les patrons » et « a pour corollaire une augmentation de la répression patronale » selon les mots de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Plus largement, c'est toute une ambiance d'attaque contre les libertés syndicales qui s'installe : réquisitions de personnels pour casser le droit de grève ; mutations administratives de syndicalistes dans l'Education nationale ; sanctions patronales contre des grévistes et des syndicalistes...

Faisons un bilan de cette première moitié de l'année 2023 :

-Dans son rapport annuel sur les droits syndicaux dans le monde, la Confédération syndicale internationale mentionne la France à plusieurs reprises pour « des brutalités policières, des arrestations aveugles et des attaques au gaz lacrymogène de la part de la police » ainsi que de « fortes restrictions des droits des travailleurs de se réunir et de manifester » au côté de pays comme le Belarus, l'Egypte et l'Iran... Si les situations politique ne sont bien évidemment pas comparables, le symbole est fort.

-Le 30 juin 2023, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, réagissant à la mort de Nahel, affirme que « c'est le moment pour le pays de s'attaquer sérieusement aux problèmes profonds du racisme et de la discrimination dans les forces de police ».

Face à cela, le macronisme est en roue libre : négation de l'existence même des violences policières et du racisme dans la police, criminalisation des militant.es écolo en « écoterroristes », dissolution des Soulèvements de la Terre, menace à peine voilée contre la LDH, dénonciation présidentielle d'un « processus de décivilisation »...

En roue libre et déroulant un tapis rouge à l'extrême droite.

Il y a décidément quelque chose de pourri au royaume de la macronie...